

Christophe Castaner

Ministre des Relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement

« La confiance, ça se crée »



Le ministre s'est déclaré convaincu que les propositions issues du travail collégial et portées par les élus de la montagne doivent être prises en considération.

L'intelligence territoriale est un pari que nous devons faire de façon constante, permanente parce que c'est là où l'on invente, où l'on crée. L'innovation, ce n'est pas seulement ces machines électroniques que l'on a dans nos poches. L'innovation, c'est justement la capacité à organiser de façon différente le ramassage scolaire pour être plus pertinent, à organiser le regroupement pédagogique sur nos territoires, c'est ce qui fait ce que nous sommes.

« Il faut inventer un nouveau plan national pour le loup. »

Dans mes fonctions transversales de ministre en charge des relations avec le Parlement, j'ai participé à une réunion interministérielle qui traitait de la question du financement des collectivités locales.

Que dit le projet de loi de finances pour les collectivités locales ? Pour la première fois depuis 2010, nous avons cessé la baisse systématique du budget global de la nation vers les collectivités territoriales. Pour la première fois depuis 2010, celui-ci va augmenter, légèrement, mais il va augmenter.

Il y a eu un choix majeur fait par le gouvernement d'Édouard Philippe de cibler l'effort – sur les 319 plus grandes collectivités locales de France – afin de ne pas augmenter les dépenses publiques de plus d'1,2 %. Pour toutes les autres, l'État restera présent.

Sur les emplois aidés, effectivement, dans une loi de finances que j'ai votée, le gouvernement précédent avait prévu 280 000 emplois aidés. Nous les avons portés cette année à 320 000. Nous voulons les ramener à 200 000 parce que nous entendons sortir de cette spirale de subvention d'un emploi et du fait que celui-ci n'est pas gardé ensuite.

Le transfert de la compétence eau et assainissement, Jacqueline Gourault vous l'a dit, est un sujet ouvert pour nous. L'eau et l'assainissement sont un sujet qui nous concerne, comme maires, comme distributeurs, mais qui concerne aussi nos agriculteurs. Fixons-nous un objectif... allez ! 18 mois d'instruction simplifiée pour faire en sorte que l'on puisse, dans ce pays, bâtir des réserves collinaires. Là encore, soyons extrêmement pragmatiques.

Travaillons aussi à des politiques adaptées aux territoires. Il faut inventer un nouveau plan national pour le loup. Là encore, mettons-nous autour de la table.

Ces dossiers ont tous vocation à trouver des réponses à plus ou moins long terme, et le travail collégial que vous portez doit être entendu. C'est parce que nous ferons aujourd'hui la démonstration que nous sommes capables de vous entendre que nous ferons, demain, la démonstration que la confiance peut être retrouvée. »

Le ministre a longuement insisté sur les spécificités de la montagne. Il a demandé à ses élus de continuer à ne jamais se résigner et s'est engagé à ce que le gouvernement fasse demain la démonstration que la confiance peut être retrouvée.

« Rien n'est simple en montagne. C'est vrai pour la totalité des services qui nous sont indispensables. Ce sont ces spécificités qui nous lient intrinsèquement. La force de l'Association nationale des élus de la montagne est de dépasser tout clivage politique, toute ambition personnelle et de faire en sorte que l'on puisse se rassembler pour mener ces grands combats.

Parce que, nous le savons, la montagne change la vie de quiconque y habite. Les distances à parcourir y sont plus difficiles. Les regroupements scolaires y sont plus complexes. Les infrastructures ne sont pas toujours adaptées. L'accessibilité y est toujours plus compliquée. Pour vivre à la montagne, il faut reconnaître et accepter ces spécificités mais, accepter cela, ce n'est jamais se résigner.

Au gouvernement, nous savons les spécificités auxquelles vous êtes confrontés. Je suis donc évidemment particulièrement sensible à vos arguments à vous, élus de la montagne, à votre expertise, à votre expérience du terrain, parce que vous avez cette capacité à nous aider à inventer cette intelligence territoriale, cette approche différenciée qui est nécessaire. Parce qu'effectivement rien ne peut se faire de Paris pour s'appliquer partout de la même façon.

« Au gouvernement, nous savons les spécificités auxquelles vous êtes confrontés. Effectivement, rien ne peut se faire de Paris pour s'appliquer partout de la même façon. »
